VALÉRIE NIQUET

QUAND LA CHINE MANIPULE LE MONDE

L'influence chinoise et ses limites



TALLANDIER

QUAND LA CHINE MANIPULE LE MONDE

De la même auteure

(avec Marianne Péron-Doise) *L'Indo-Pacifique. Nouveau centre du monde*, Paris, Tallandier, 2024 ; coll. « Texto », 2025.

Taïwan face à la Chine. Vers la guerre ?, Paris, Tallandier, 2022 ; coll. « Texto », 2023.

Le Japon en 100 questions. Un modèle en déclin ?, Paris, Tallandier, 2020 ; coll. « Texto », 2025.

La Puissance chinoise en 100 questions, Paris, Tallandier, 2017 ; coll. « Texto » sous le titre *La Chine en 100 questions. La puissance et les failles*, 2021.

L'Art de la guerre. Deux commentaires de Sun Zi, Paris, Economica, 2011.

Les Fondements de la stratégie chinoise, Paris, Economica, 1997.

Valérie Niquet

QUAND LA CHINE MANIPULE LE MONDE

L'influence chinoise et ses limites

TALLANDIER

Ce livre ne peut être reproduit ni utilisé à des fins
d'entraînement de systèmes d'intelligence artificielle.
La fouille de textes et de données est interdite conformément
à l'article 4(3) de la Directive (UE) 2019/790.

© Éditions Tallandier, 2026
7, cité Paradis – 75010 Paris
www.tallandier.com

ISBN : 979-10-210-6613-7

Introduction

Dans le hall de l'hôtel de Pékin, non loin de la place Tiananmen, la reproduction sur fond rouge d'une calligraphie de Mao Zedong a longtemps accueilli le visiteur : *Nous avons des amis dans le monde entier.* Le slogan se voulait – et se veut encore – performatif. Pour se développer, pour survivre, la Chine et le Parti communiste qui la gouverne ont besoin d'amis qui, sur tous les continents, dans tous les milieux, servent ses intérêts. La capacité d'influence de la République populaire de Chine (RPC) repose sur ces réseaux d'amitiés, parfois convaincues, plus souvent intéressées. Mais quelle est la solidité de ces partenariats ? Qui sont les véritables alliés de Pékin ? Jusqu'où s'étend leur loyauté lorsque les intérêts divergent ? Et, au-delà, que nous disent ces amitiés sur la capacité réelle de la Chine à orienter, contraindre ou manipuler son environnement international ?

La Chine dispose de nombreux instruments pour mettre en œuvre ses stratégies d'influence et de manipulation et construire ou imposer les réseaux qui la servent. Elle s'appuie sur une longue tradition de pensée stratégique où l'art de l'influence précède l'usage de la force. De Sun Zi

aux pratiques contemporaines du Parti communiste, la maîtrise des perceptions, l'exploitation des failles de l'adversaire constituent des constantes qui fondent sa stratégie extérieure. À cet héritage s'ajoutent des instruments modernes : puissance économique – qui séduit les États et les lobbys –, capacité d'investissement, maîtrise industrielle dans les secteurs de pointe et l'économie verte – dont l'Occident vertueux s'est rendu prisonnier sans mesurer les conséquences en termes de dépendance –, technologies numériques, de l'intelligence artificielle (IA) aux jeux vidéo, et toujours, bien sûr, leviers diplomatiques et capacités militaires en plein développement. Aujourd'hui, l'imprévisibilité de Donald Trump offre à la Chine de nouveaux atouts en lui permettant d'apparaître comme un acteur plus raisonnable et plus mature. Pourtant, en Asie comme au-delà, dans les sociétés développées comme dans les pays émergents, le rôle de Pékin demeure profondément déstabilisateur, tant sur les plans stratégique et économique que dans ses conséquences sociales.

Mais le ressort principal de l'influence de la RPC n'est plus, comme à l'époque de Mao, idéologique, même auprès d'un Sud global dont les élites cherchent à s'affranchir des valeurs occidentales, mais voient surtout dans la Chine un pourvoyeur de ressources et de prébendes. Le véritable *soft power* chinois est d'abord financier et économique. C'est la promesse d'un marché immense, la capacité d'investir massivement – et rapidement – dans des infrastructures trop longtemps négligées, l'octroi de prêts peu conditionnés, le mirage des chiffres annoncés

par milliards sans que la réalité soit toujours au rendez-vous des engagements.

L'intégration au cœur des chaînes de valeur mondiales est un autre facteur puissant : comment se passer d'une Chine qui contrôle des éléments aussi vitaux pour les économies développées que les médicaments ou les terres rares ? Et là encore, le mythe l'emporte sur la réalité : non, la Chine ne dispose pas de toutes les réserves de terres rares dans le monde ; oui, elle en contrôle la transformation à plus de 80 % ; mais des solutions existent face à ce monopole, longtemps masquées par un discours simplificateur qui contribue à renforcer encore l'image de puissance de la République populaire de Chine (RPC).

Pendant deux décennies, cette combinaison a créé une attraction puissante. Après la crise financière de 2008, c'est la Chine qui devait sauver l'économie mondiale, et Pékin jouit encore de cette aura. Elle a nourri l'idée que la Chine était devenue incontournable, qu'elle représentait l'avenir de la croissance mondiale, qu'aucune stratégie économique sérieuse ne pouvait se concevoir sans elle. Or cette force d'attraction reposait sur une dynamique interne exceptionnelle. Aujourd'hui, cette dynamique ralentit. La croissance faiblit, l'endettement pèse sur les finances publiques, le secteur immobilier ne se relève pas de déséquilibres profonds, la démographie devient un handicap structurel, la consommation intérieure ne décolle pas suffisamment pour absorber les surplus considérables de l'industrie chinoise. Dans ce contexte, le pouvoir a plus que jamais besoin que le monde extérieur continue d'y croire : croire à l'ampleur

du marché, à la supériorité technologique émergente, à la centralité de la Chine dans l'économie mondiale. Il faut que les capitaux restent, que les transferts de technologies se poursuivent, que les marchés étrangers demeurent ouverts. Et cela vaut tout particulièrement pour l'Union européenne (UE) à l'heure où les États-Unis élèvent des barrières douanières.

L'influence devient alors une nécessité vitale pour un régime en réalité fragile : la bicyclette ne peut pas s'arrêter sous peine de tomber. Le monde doit continuer de considérer la Chine comme indispensable. Il doit intégrer l'idée que la coopération accrue et l'apaisement sont l'unique horizon raisonnable. Il doit accepter le maintien d'interdépendances qui renforcent la marge de manœuvre de Pékin. La Chine impressionne par la mise en scène de sa modernité. Au mois de janvier 2025, la présentation de l'IA chinoise DeepSeek à quelques jours de l'entrée en fonction du président américain a fait sensation, et c'était l'objectif recherché : impressionner l'adversaire par la démonstration de ses avancées technologiques, par sa capacité à projeter une image de maîtrise et de puissance, et plus encore face à un Donald Trump dont l'extravagance remet en question tous les équilibres du système international et toutes les règles de la diplomatie traditionnelle, y compris entre alliés. Cette capacité à impressionner constitue l'un des principaux atouts de la RPC. Paraître forte, être perçue comme première dans tous les domaines, installer l'idée d'une ascension irréversible : cela façonne les positionnements et les stratégies des autres acteurs. Car le principal atout de la Chine

n'est peut-être pas sa puissance réelle, mais sa capacité à imposer l'idée de sa puissance. Cette image est relayée en permanence par les médias, les commentateurs et une grande partie du discours international. Plus encore que les rapports de force concrets, c'est cette représentation collective d'une Chine irrésistiblement ascendante qui nourrit son influence. En ce sens, l'image de la puissance devient elle-même un instrument de puissance – indispensable au régime chinois, quelle que soit la réalité.

Mais cette influence est plus fragile qu'il n'y paraît. Elle repose sur des moyens matériels et sur des perspectives d'intérêts économiques qui peuvent s'éroder avec le ralentissement interne. Elle dépend de partenaires dont la proximité est souvent liée à des avantages conjoncturels. En réalité, en dépit du slogan maoïste, la Chine dispose de peu d'amis véritables. Même les maoïstes occidentaux qui pleuraient à la mort de Mao en 1976 ont viré leur cuti et sont souvent devenus – comme André Glucksmann* – les premiers défenseurs des droits de l'homme en Chine. En dehors de la Corée du Nord, la Chine n'a pas d'alliés formels, la Russie ou l'Iran ne sont que des partenaires stratégiques en dépit de leur proximité. Elle ne bénéficie pas d'un système d'alliances comparable à celui des États-Unis, ni dans sa région et encore moins au-delà. Nombre de ses partenaires les plus proches partagent des intérêts tactiques plutôt qu'une vision stratégique commune, si ce n'est une même volonté de résister à un monde occidental dont les valeurs menacent la survie des systèmes autoritaires.

* André Glucksmann (1937-2015), philosophe et essayiste.

En dépit de ses ambitions, l'attractivité normative de la RPC reste faible. Les élites chinoises continuent, pour une part significative, à privilégier les universités américaines pour la formation de leurs enfants. On ne peut oublier que la fille de Xi Jinping elle-même a fait ses études à Harvard.

La volonté de Pékin de promouvoir des standards juridiques, technologiques ou institutionnels plus conformes à ses intérêts ne garantit pas leur adoption. Au-delà d'ajustements circonstanciels ou d'adhésions tactiques, il est peu probable que ces normes suscitent une véritable convergence : le monde occidental n'en veut pas et le Sud Global ne s'y intéresse que si, derrière les normes, le soutien économique et diplomatique est garanti. Quant à la Russie et aux autres autocraties, elles adhèrent pour compenser leur isolement, mais leur poids demeure mineur sur la scène mondiale en dépit de leur forte capacité de nuisance et de destruction.

Depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping, la stratégie s'est durcie. La diplomatie dite « des loups combattants » – des ambassadeurs qui n'hésitent pas à insulter les dirigeants des pays dans lesquels ils sont postés, comme le consul de Chine à Osaka qui appelle sur X à « trancher la sale tête » de Sanae Takaichi, Première ministre du Japon –, l'usage de la coercition économique, l'exploitation de situations de dépendance ont modifié la perception internationale de la Chine. En cherchant à affirmer plus nettement son ambition, Pékin a en réalité révélé les limites de son attractivité.

La question centrale demeure donc celle de la véritable portée de l'influence chinoise. Jusqu'où s'étend sa capacité à façonner les décisions d'États, d'entreprises, d'institutions internationales ? Quels sont les relais durables de sa puissance, et quels sont ceux qui pourraient se dissiper si les ressources financières venaient à se réduire ? Répondre à ces interrogations est essentiel. Pour les grandes démocraties, et en particulier pour la France et l'UE, il s'agit d'un enjeu stratégique majeur. La Chine est un acteur central de l'Indopacifique, où les territoires d'outre-mer sont en première ligne face aux offensives de séduction de Pékin, un partenaire commercial, un concurrent industriel et technologique. Comprendre les ressorts exacts de son influence, en mesurer les limites structurelles permet d'éviter un écueil : l'illusion d'une hégémonie inéluctable, qui nourrit le discours de puissance de la Chine tout en facilitant l'élaboration de stratégies adaptées.

Comme l'ont montré les frappes contre l'Iran, la Chine ne dispose pas encore – loin s'en faut – d'une capacité de projection militaire comparable à celle des États-Unis. Derrière les postures offensives et les déclarations martiales initiales, c'est finalement un discours de prudence et de stabilisation qui s'impose. En recevant Donald Trump en mai 2026, une Chine pourtant présentée comme dominante cherche avant tout à préserver un cadre de stabilité stratégique conforme à ses intérêts – ce qui révèle aussi, en creux, les limites actuelles de sa capacité d'action.

Son système d'intérêts est étendu, mais il suscite des inquiétudes croissantes en révélant des relations de dépendance qui freinent la marge de manœuvre de Pékin. Autrement dit, l'hypothèse d'une hégémonie mondiale chinoise apparaît peu probable, même à l'horizon 2050. Cela ne signifie pas que son poids dans le système mondial soit marginal, mais que l'influence de la Chine et sa capacité de manipulation doivent être analysées pour ce qu'elles sont : un ensemble d'instruments économiques, politiques et stratégiques dont les limites sont réelles et doivent être prises en compte.

C'est l'objectif de cet essai : donner les clés pour comprendre ce que valent réellement les « amis » de la Chine et mesurer la solidité et les frontières de sa puissance.

Chapitre 1

Un peu d'histoire : de Sun Zi à Xi Jinping, la manipulation au cœur de la pensée stratégique

Pour les dirigeants chinois, il ne s'agit plus de « faire table rase du passé », comme le proclamait Mao en pleine Révolution culturelle (1966-1976), mais bien de s'inspirer d'une riche tradition stratégique nourrie des derniers développements de la high tech.

De Sun Zi à Xi Jinping, en passant par Lénine et Mao Zedong, le concept de guerre de l'information et la manipulation sont au cœur de la pensée stratégique chinoise[1]. Il s'agit d'influencer et de manipuler l'adversaire pour contrôler ses décisions en temps de guerre comme en temps de paix. Cette pensée s'appuie sur un corpus de textes stratégiques anciens qui, plutôt que de privilégier l'éclat du combat et des actions héroïques, mettent en avant la recherche du moindre coût en recourant à une large panoplie de moyens détournés. Ce fondement théorique a été renforcé par l'apport léniniste, le rôle de la propagande et celui de la guerre cognitive pour épuiser

l'adversaire par des moyens de pression psychologique. Cette double tradition a été intégrée par Mao Zedong et le Parti communiste chinois (PCC) avant même la prise de pouvoir en 1949 et la fondation de la RPC le 1er octobre. Dès l'époque de Yan'an, où les forces communistes s'était réfugiées en 1935 après la retraite stratégique de la Longue Marche*, tous les instruments de la propagande et de la manipulation sont mobilisés pour remporter l'adhésion en interne en éliminant les opposants à la ligne maoïste. À l'extérieur, il s'agit d'affaiblir et de détruire les soutiens, notamment américains, du Kuomintang (KMT), alors à la tête de la République de Chine (ROC) sur l'ensemble du territoire chinois.

Après la prise du pouvoir par les communistes, la Chine n'a pas abandonné la propagande et les stratégies d'influence ; elle s'en est servie pour asseoir ses positions dans le tiers-monde, face aux puissances occidentales, mais aussi, à partir des années 1960, face à l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) devenue l'adversaire idéologique du maoïsme. Ce socle ancien est toujours mobilisé pour renforcer les positions chinoises auprès du Sud global. Au pouvoir depuis 2012, à la tête du Parti communiste puis de l'État, Xi Jinping mobilise

* Chassées en 1934 par les troupes nationalistes de leurs bases révolutionnaires du sud de la Chine, les forces communistes se sont repliées dans la province du Shaanxi, à Yan'an, dans le nord-ouest de la Chine, après une « longue marche » de plusieurs milliers de kilomètres. Elles y resteront jusqu'à la fin de la guerre avec le Japon en 1945 pour reprendre leur offensive contre le gouvernement de la ROC dirigé par Tchang Kaï-chek.

tous les moyens de la technologie la plus moderne pour renforcer encore les capacités d'influence et de manipulation du régime, dans une mobilisation constante des capacités asymétriques qui permet d'inverser le rapport de force entre le faible et le fort et de démultiplier les capacités dont la RPC a pu se doter depuis les années 1990.

L'objectif est de transformer le paysage stratégique global à l'avantage de la Chine, en temps de paix comme en temps de guerre[2]. Les stratèges chinois ne distinguent pas la paix de la guerre. Ils sont clausewitziens : la guerre est une poursuite de la politique par d'autres moyens[3]. Selon eux, un conflit permanent oppose les forces du progrès, représentées par la RPC, aux forces occidentales qui s'y opposent. La dialectique du conflit, plus ou moins violent, ne cesse jamais. Tout recul, sauf le tactique, est impossible. L'avenir ne peut être que triomphant et radieux[4]. La lutte est permanente sur la scène internationale, mais elle doit rester sous le seuil de la guerre tant que la certitude de vaincre n'est pas acquise. En mobilisant toutes les ressources de la guerre de l'information, il s'agit d'augmenter sa capacité d'influence et de manipulation : séduire, diviser, affaiblir, au service de la survie de la RPC et du Parti communiste.

Sun Zi : ruse et victoire sans combat

Dans le dernier chapitre de son ouvrage *L'Art de la guerre*, Sun Zi distingue six sortes d'espions, dont les agents d'influence qui jouent un rôle essentiel dans la

conduite des affaires de l'État[5]. L'ensemble de son texte, composé autour du IVe siècle avant notre ère, alors que l'espace chinois était divisé en royaumes rivaux en conflit permanent – pour qui la guerre était véritablement « la voie de la vie et de la mort » –, est consacré à la nécessaire réflexion avant le combat, l'évaluation des forces en présence, mais plus encore à ce qui fait la puissance d'une armée victorieuse : son état psychologique, les liens entre le prince et son peuple, le général et les soldats[6]. L'essentiel est de conquérir rapidement au moindre coût, pour éviter l'épuisement du royaume et de ses ressources matérielles et humaines ; il s'agit de convaincre l'ennemi de se rendre, de remporter la victoire avant même de combattre grâce à une juste analyse des rapports de force. C'est aujourd'hui le scénario que Pékin privilégie pour « réunifier » Taïwan « pacifiquement », selon les termes du Parti communiste. Dès le premier chapitre de *L'Art de la guerre*, la ruse est érigée en vertu cardinale, véritable socle ontologique de la pensée stratégique chinoise, permettant de tromper l'ennemi, de l'induire en erreur et de le pousser à des actions mal préparées. Lorsqu'on est fort, il faut avoir l'air faible pour rassurer l'ennemi et le rendre trop sûr de lui. Lorsqu'on est faible, en revanche, il faut avoir l'air fort pour continuer d'impressionner l'adversaire, alors tenté de refuser le combat ou de chercher des compromis. Dans tous les cas, il faut cacher ses capacités : la Chine de Xi Jinping choisit l'hubris et veut paraître puissante et invincible, quand ses prédécesseurs préféraient endormir en minimisant ses capacités réelles.

Ce sont donc les « espions » et agents d'influence qui créent les conditions de la victoire en recueillant des informations nécessaires sur les forces ennemies, y compris l'état psychologique de l'adversaire. Comme l'énonce Sun Zi, c'est en évaluant justement qui a la population la plus unie autour de son prince, qui a le meilleur général, qu'il est possible de prévoir la victoire et surtout de choisir de combattre ou non. Les espions et les agents d'influence peuvent contribuer à modifier cet équilibre des forces en manipulant l'adversaire, grâce notamment aux fausses informations, ancêtres de nos modernes *fake news*, répandues par les « espions retournés », ceux qui connaissent d'autant mieux les vulnérabilités psychologiques de l'adversaire qu'ils viennent de ses rangs[7]. Ce principe de guerre à l'économie s'est prolongé dans les valeurs civiles prônées par le confucianisme d'État depuis la dynastie Han (– 206 av. J.-C.-220 apr. J.-C.). Le recours à la guerre était perçu comme perturbateur de l'harmonie, marque d'un mauvais gouvernement, ce qui n'interdisait pas de recourir aux moyens détournés.

Après avoir été un temps rejeté comme l'une des « vieilleries » dont la Chine de la Révolution culturelle voulait se débarrasser, Sun Zi a été remis à l'honneur dans les académies militaires comme pilier de la tradition stratégique chinoise après la mort de Mao Zedong en 1976. Les stratèges chinois, notamment au sein de l'Académie des sciences militaires et de l'Université de défense, y voient le théoricien de la guerre asymétrique qui prône de mesurer précisément ses forces et celles de l'ennemi, d'utiliser les ressources adverses pour renforcer

ses propres capacités, de séduire l'ennemi pour l'attirer à soi et d'exploiter ses faiblesses et divisions.

À l'école de Lénine et de l'URSS

La propagande est au cœur du système d'action du PCC dès ses origines[8]. La RPC hérite de cet appareil idéologique, organisationnel et stratégique forgé en Union soviétique par Lénine, perfectionné par Staline, jamais renié par Mao et ses héritiers*. Le PCC se constitue dans l'ombre du Komintern, l'Internationale communiste fondée par Lénine en 1919 pour propager la révolution mondiale, et sous le patronage du marxisme-léninisme. Dès 1920, deux ans à peine après la révolution russe, des délégués de la Troisième Internationale arrivent en Chine pour organiser la structure. Lors du premier congrès du PCC, à Shanghai en 1921, Henk Sneevliet (Mahring) et Likonskij jouent un rôle majeur face aux représentants chinois, parmi lesquels Mao, dont la culture révolutionnaire était alors très limitée. Le Komintern impose des alliances tactiques, comme celle avec le parti nationaliste « bourgeois » du KMT, dirigé par Sun Yat-sen, selon la logique léniniste du Front uni. Il s'agit d'avancer masqué, d'exploiter des contradictions chez l'ennemi et de préserver le noyau idéologique du Parti, tout en utilisant des relais extérieurs dans la société. Cette approche, fondée

* Au contraire, le processus de déstalinisation inauguré par Nikita Khrouchtchev a été l'une des causes du conflit sino-soviétique, rendue publique en 1960.

sur la manipulation des alliances et le camouflage stratégique, préfigure les méthodes de mobilisation politique et de front uni que Pékin emploiera à grande échelle jusqu'à aujourd'hui.

Plus que la doctrine marxiste, les méthodes léninistes de prise et de conservation du pouvoir – la manipulation de l'information, la mobilisation des masses, l'instrumentalisation de causes légitimes – ont durablement marqué le régime chinois. Cet héritage, enraciné dans l'histoire du XXe siècle, demeure au cœur de la stratégie d'influence de Pékin comme méthode pour prendre le pouvoir dans un environnement hostile ; un cadre d'analyse que la RPC n'a jamais renié, malgré la stratégie d'ouverture inaugurée par Deng Xiaoping à la fin des années 1970. Dans ce modèle, l'information devient une arme à l'intérieur comme à l'extérieur, brouillant les frontières entre la guerre et la paix, car tout est conflit entre deux systèmes irréconciliables, malgré des trêves tactiques possibles. Pour Lénine en 1921, avec la nouvelle politique économique, comme pour Deng Xiaoping en 1979 avec la politique de réformes et d'ouverture, l'objectif était la survie du système, et non sa transformation, contrairement à ce qu'avait pu penser le monde occidental aveuglé par cette pause tactique.

Le Parti contrôle l'interprétation du réel, y compris dans ses relations avec le monde extérieur, le discours et l'Histoire, comme on le voit aujourd'hui dans les relations entre la RPC et le Japon. La propagande devient centrale : il ne s'agit pas seulement de convaincre, mais aussi de mobiliser et de polariser. Les masses doivent

suivre la ligne politique définie par les instances dirigeantes du Parti communiste[9].

Dans cette matrice soviétique, toujours présente dans la pratique du PCC, agitation et propagande (agit-prop) sont indissociables. L'objectif n'est pas seulement de rallier ses partisans, mais aussi de diviser et d'affaiblir l'adversaire, en retournant à son avantage les principes des démocraties libérales : liberté d'expression, pluralisme et débats. Dès les années 1920, Moscou influence et contrôle les syndicats, les mouvements ouvriers, les partis communistes nationaux et les cercles intellectuels à l'étranger. Après 1945, cette stratégie prend de l'ampleur. Face à l'hégémonie américaine d'après-guerre, l'URSS mise sur la guerre psychologique. Le champ de bataille devient alors l'opinion publique occidentale[10].

Le pacifisme est un instrument essentiel de la guerre de l'information, destiné à affaiblir les démocraties occidentales. L'appel de Stockholm de 1950 vise à fragiliser les États-Unis et l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), sans mentionner les ambitions nucléaires soviétiques. Cette stratégie se manifeste lors de la guerre de Corée (1950-1953) et de la guerre du Vietnam (1955-1975). Dans ces deux cas, le bloc communiste orchestre des campagnes d'influence : conférences, publications, mouvements étudiants, films, tribunes, caricatures qui dénoncent les agressions impérialistes et nourrissent le refus de la guerre.

La guerre du Vietnam devient une défaite morale pour l'Occident démocratique face aux dictatures. Le succès tient moins aux victoires militaires, obtenues grâce à

des moyens asymétriques et au soutien logistique de la Chine et de l'URSS contre un adversaire plus puissant, qu'à l'effritement du consensus intérieur aux États-Unis et ailleurs dans le monde. C'est la guerre de l'information – qui nourrit toujours la stratégie extérieure de la RPC – qui paralyse les démocraties libérales. Pourtant, à la suite de cette défaite, le régime khmer rouge, soutenu par Pékin, fera près de deux millions de morts, la moitié de la population du Cambodge[11].

Autre exemple de guerre cognitive pouvant inspirer le régime chinois actuel : en Europe, dans les années 1980, les campagnes contre le déploiement des missiles de l'OTAN bénéficient du soutien de relais d'influence proches de Moscou, tandis qu'une partie de la jeunesse allemande affirme préférer être « plutôt rouge que morte ». Le discours pacifiste, les causes progressistes et les revendications écologistes ou anticoloniales servent aussi à infiltrer, à diviser et à affaiblir la légitimité des démocraties, même si ces mouvements existent aussi de façon indépendante et ont leur propre légitimité. Aujourd'hui face au Japon qui développe modérément ses capacités de défense, Pékin brandit toujours l'arme du « militarisme » nippon qui menacerait de ressurgir.

L'objectif reste constant : créer de la confusion, accentuer les divisions et opposer les sociétés à leurs gouvernements, selon une logique qui rejoint celle exposée par Sun Zi. Cet héritage structure encore aujourd'hui les pratiques d'influence du PCC.

Front uni et propagande : les « armes magiques » de Mao Zedong

Bien avant la fondation de la RPC, Mao Zedong élabore une pensée stratégique, fondée sur un corpus mêlant la culture stratégique traditionnelle et les apports léninistes, orientée vers la conquête du pouvoir. Deux outils occupent une place centrale dans cette doctrine : la tactique du Front uni et la propagande, tant interne qu'externe, décrites comme des « armes magiques » aux côtés de la force armée[12]. Ces instruments d'influence, initialement conçus dans un contexte de guerre civile, ont été perfectionnés à Yan'an, éprouvés contre le KMT qui dirigeait alors la ROC, et demeurent – sous des formes renouvelées – au cœur des pratiques contemporaines de la RPC dans sa politique étrangère et sa stratégie informationnelle.

Dans un texte fondamental de 1940 intitulé *La tactique actuelle dans le front uni de résistance contre le Japon*, Mao définit les conditions de la victoire : non pas une confrontation directe et permanente avec les groupes les plus hostiles au sein de la société chinoise, mais l'élargissement et le renforcement progressifs d'un front uni contre l'envahisseur[13]. Ce front ne repose pas sur une convergence idéologique, mais sur une coalition mouvante, en fonction des intérêts partagés, le but ultime étant la prise de pouvoir par le Parti communiste et la marginalisation ou l'élimination des partenaires[14]. Il s'agit de renforcer les forces progressistes qui soutiennent le

Parti communiste, de gagner les « forces du milieu » – la bourgeoisie nationale, les propriétaires terriens éclairés, les élites locales, qui occupent une place centrale – et d'éviter de combattre frontalement les opposants, sauf en cas de succès assuré. Comme le prônait Sun Zi, l'art du combat consiste moins à vaincre qu'à user, isoler, neutraliser – donc affaiblir –, en exploitant les contradictions internes au camp adverse.

Cette lecture s'applique au front antijaponais instauré en 1937 entre le PCC et le KMT alors au pouvoir*. Présentée comme une alliance patriotique contre l'agresseur japonais, cette entente, imposée sous la contrainte à Tchang Kaï-chek, qui souhaitait d'abord éliminer la menace du Parti communiste avant de se tourner vers le Japon, a été exploitée comme un instrument de conquête du pouvoir. Le PCC, replié loin de la ligne de front de la guerre contre le Japon, met à profit cette période pour se restructurer, consolider ses bases et ses forces militaires, former ses cadres et lancer ses premières campagnes politiques de rectification, visant à asseoir l'autorité personnelle de Mao au sein du Parti. Yan'an devient un espace d'expérimentation politique, sociale et idéologique. C'est là que sont affinés les mécanismes de contrôle de la pensée, de discipline collective et d'alignement doctrinal. Le cadre de vie, dans les grottes de lœss du Shaanxi, est

* Le front antijaponais de 1937, formalisé par le second front uni, marque une alliance de circonstance entre le KMT de Tchang Kaï-chek et le PCC de Mao Zedong face à l'invasion japonaise (1937-1945) qui a suivi l'occupation de la Mandchourie en 1931.

utilisé comme un outil de légitimation interne et externe, symbolisant le lien entre le Parti – dont l'ascétisme est mise en avant – et les masses rurales. Aujourd'hui encore, il constitue l'un des principaux symboles du tourisme rouge remis à l'honneur par Xi Jinping pour nourrir la ferveur révolutionnaire de la population.

Mais tandis que le KMT – malgré ses faiblesses indéniables – menait l'essentiel des combats contre les Japonais au prix d'une forte usure militaire et morale, le PCC limitait ses pertes, renforçait son contrôle territorial et profitait de la pause temporaire dans les affrontements avec le pouvoir nationaliste[15]. Mao gagnait du temps, tandis que l'armée de Tchang Kaï-chek subissait les critiques de ses alliés occidentaux, qui voyaient dans sa stratégie de retrait vers l'intérieur, face aux avancées nippones, un refus de combattre. Et peu importe que Mao, de son côté, suscite l'admiration des conseillers américains envoyés en soutien du gouvernement nationaliste en théorisant cette même tactique du recul stratégique dans *De la guerre prolongée*[16].

C'est dans ce contexte que le rôle clé de la propagande extérieure prend tout son sens. Saisissant vite l'enjeu, Mao voit dans l'image du PCC un levier de puissance, surtout auprès des élites étrangères politiques, intellectuelles et journalistiques. Dès la fin des années 1920, Yan'an accueille des correspondants occidentaux progressistes. Edgar Snow, journaliste américain en Chine depuis plus de dix ans, rencontre personnellement Mao. En 1937, il publie *Étoile rouge sur la Chine*, qui influence considérablement l'opinion américaine[17].

Dans ce récit, Mao est dépeint comme un patriote rural, lucide et pragmatique, éloigné du dogmatisme soviétique et engagé dans la résistance à l'impérialisme japonais, contrairement aux élites du KMT. Le Parti communiste y apparaît comme un mouvement discipliné, animé d'un idéal de justice sociale, en contraste avec un pouvoir nationaliste décrit comme corrompu, autoritaire et inefficace. L'image construite par Edgar Snow – et soigneusement mise en scène par Mao lui-même – façonne durablement la perception de la révolution chinoise dans les cercles progressistes occidentaux. Le récit est d'autant plus efficace qu'il s'appuie sur des éléments abondamment donnés à voir : la vie collective, la rigueur dans l'organisation, la transparence apparente des échanges avec les journalistes invités. À Yan'an, rien n'est laissé au hasard. Le parcours des visiteurs est minutieusement orchestré. L'objectif est de produire un effet de contraste avec les élites nationalistes réfugiées à Chongqing dans la province du Sichuan, accusées d'être coupées du peuple, repliées sur leurs privilèges et incapables de mobiliser la population dans la lutte contre l'agression japonaise.

Agnes Smedley, correspondante américaine également proche des communistes, joue un rôle de relais similaire. Installée en Chine de 1928 à 1941, elle diffuse une image valorisante du PCC auprès des cercles intellectuels internationaux[18]. Elle sera inhumée à Pékin, au cimetière des héros révolutionnaires. De telles figures donnent naissance à une expression devenue emblématique de la diplomatie d'influence chinoise : les « amis du peuple chinois », ou les « vieux amis ». Cette désignation

reste couramment utilisée pour qualifier les personnalités étrangères perçues comme servant les intérêts de Pékin et du Parti communiste, par naïveté ou calcul.

Cette stratégie de manipulation des perceptions internationales ne vise pas seulement à légitimer le Parti en interne face au gouvernement du KMT. Elle influe sur l'attitude des États-Unis à la fin de la guerre. Après la capitulation japonaise, les hésitations américaines à soutenir l'occupation de la Mandchourie par le KMT ont permis au PCC, appuyé par l'Union soviétique, de s'emparer de cette région stratégique qui deviendra une base de conquête de l'ensemble du territoire à la reprise de la guerre civile au lendemain de la défaite du Japon en 1945*.

Le mythe – qui n'a pas disparu – d'une « chance perdue » des États-Unis en Chine, selon lequel Washington aurait pu s'allier à un Mao modéré et indépendant de l'URSS, prend également racine à cette époque. Il sert aussi, après coup, à critiquer la politique américaine en Asie. Ce mythe repose sur une interprétation fausse du pouvoir maoïste à Yan'an. Il masque l'épuration, la violence interne au Parti et la formation idéologique imposée aux militants. Il élude l'alignement stratégique qui conduit Mao à se tourner dès 1949 vers l'Union soviétique, ce qu'il appelle « choisir un seul côté[19] ». L'image

* En 1932, le Japon avait créé un protectorat en Mandchourie occupée appelé le Mandchoukouo. La province deviendra, grâce à ses ressources minérales et à ses infrastructures, la première base industrielle de la RPC en 1949.

d'un chef paysan et indépendant, hostile à Moscou, se heurte à la réalité des choix effectués par Mao dès avant la prise du pouvoir en 1949.

Le Front uni est aussi une technique d'influence visant à créer des convergences d'intérêts avec des acteurs à l'étranger – chinois d'outre-mer, journalistes, intellectuels, diplomates, entreprises, États – qui peuvent servir la stratégie de conquête ou de maintien au pouvoir du Parti communiste. L'objectif est de neutraliser ou de diviser les adversaires de la RPC, ou d'en rallier certains à sa cause. Cette stratégie d'influence, utilisée par Mao en temps de guerre civile, irrigue aujourd'hui l'action diplomatique, culturelle et informationnelle de la République populaire. Elle structure les dispositifs visant à obtenir une forme de soutien auprès des cercles décisionnaires étrangers.

En 1954, la fondation de la Chinese People's Association for Friendship with Foreign Countries à Pékin illustre cette continuité. Officiellement dédiée à la promotion de la compréhension mutuelle, elle vise notamment à préserver la mémoire de figures telles qu'Edgar Snow ou Agnes Smedley. Cette mémoire soigneusement cultivée participe d'un récit global où la Chine, soutenue par ses « amis », se présente comme porteuse des valeurs positives face à un monde extérieur idéologiquement hostile.

La pensée maoïste de l'influence, fondée sur la combinaison de la prudence tactique, de la manipulation des alliances et de l'exploitation des récits, constitue un socle durable. La logique du Front uni et l'art de la propagande, tels qu'élaborés par Mao dans un contexte de prise du

pouvoir, n'ont donc pas disparu du répertoire stratégique chinois. Ces instruments ont été adaptés, modernisés et systématisés à mesure que le régime consolidait son pouvoir et projetait de nouvelles ambitions. Si la Chine post-maoïste, sous Deng Xiaoping puis ses successeurs, a mis l'accent sur la croissance économique, les ressorts maoïstes de l'influence sont restés actifs.

Avec l'arrivée de Xi Jinping, ces pratiques prennent un nouveau visage. Xi réinscrit les outils hérités dans un corpus idéologique censé asseoir sa légitimité en tant que penseur du régime, articulé autour du « rêve chinois » et du « socialisme aux caractéristiques chinoises pour une nouvelle ère ». L'influence devient un projet stratégique soutenu par des moyens technologiques dotés de capacités démultipliées.

Notes

Notes du chapitre 1, p. 15

1. Valérie Niquet, *Les Fondements de la stratégie chinoise*, Paris, Economica, 1999.

2. Tanguy Struye de Swielande, Kimberly Orinx, Simon Pfeiffer, « La guerre cognitive au cœur de la stratégie chinoise de socialisation », Open Science, 2024, en ligne : https://www.openscience.fr/IMG/pdf/iste_ingecog24v7n2_4.pdf

3. Carl von Clausewitz, *De la guerre*, 1832.

4. V. Niquet, *Les Fondements de la stratégie chinoise*, *op. cit*.

5. Valérie Niquet, *L'Art de la guerre. Sun Zi,* traduction et édition critique, Paris, Economica, 1988.

6. *Id*.

7. *Id*.

8. Jean Chesneaux, « Les premiers délégués de l'Internationale communiste en Chine », *Cahiers du monde russe*, 5(1), 1964, p. 74-84, en ligne : https://www.persee.fr/doc/cmr_0008-0160_1964_num_5_1_1569

9. Lénine, *Que faire*, 1902.

10. Sergey Radchenko, *To Run the World: The Kremlin's Cold War Bid for Global Power*, Cambridge, Mass., Cambridge University Press, 2024.

11. Stéphane Courtois, Nicolas Werth, Jean-Louis Panné, Andrzej Paezkowski, Karel Bartosek, Jean-Louis Margolin,

Le Livre Noir du communisme. Crimes, terreur, répression, Paris, Robert Laffont, 2000.

12. Xi Jinping, « Understand the Significance of the United Front in the New Era », *Qiushi*, 18 mai 2015, en ligne : https://en.qstheory.cn/2025-03/19/c_1079147.htm

13. Mao Zedong, « La tactique actuelle dans le front uni de résistance contre le Japon », *Matérialisme dialectique*, 11 mars 1940, en ligne : https://www.bibliomarxiste.net/auteurs/mao-zedong/la-tactique-actuelle-dans-le-front-uni-de-resistance-contre-le-japon/

14. Zachary Fillingham, « Backgrounder: A Brief History of China's United Front », *Geopolitical Monitor*, 22 mars 2019, en ligne : https://www.geopoliticalmonitor.com/backgrounder-a-brief-history-of-chinas-united-front/

15. Rana Mitter, *China's War with Japan, 1937-1945: The Struggle for Survival*, Londres, Penguin, 2013.

16. Mao Zedong, « De la guerre prolongée », *Matérialisme dialectique*, juin 1938, en ligne : https://www.materialisme-dialectique.com/pdf/MELSM/Mao-Zedong-De-la-guerre-prolongee.pdf

17. Edgar Snow, *Étoile rouge sur la Chine*, Paris, Stock, 1965.

18. Michele Louro, « From Wife to Comrades: Agnes Smedley and the Intimacies of Anticolonial Solidarity », *in* Erez Manela, Heather Streets-Salter (dir.), *The Anticolonial Transnational. Imaginaries, Mobilities, and Networks in the Struggle against Empire*, Cambridge, Cambridge University Press, 2023, p. 111-134.

19. Chen Jian, « The Myth of America's Lost Chance in China: A Chinese Perspective in Light of New Evidence », *Diplomatic History*, 21(1), 17 décembre 2002, p. 77-86.